



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIERRES DE CAPPY SARL

Route départementale 164 Lieu-dit "Les Carrières"
80340 Cappy

Références : 2025-E20187
Code AIOT : 0005103805

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement PIERRES DE CAPPY SARL implanté Route départementale 164 Lieu-dit "Les carrières" 80340 Cappy. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRES DE CAPPY SARL
- Route départementale 164 Lieu-dit "Les carrières" 80340 Cappy
- Code AIOT : 0005103805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PIERRES DE CAPPY exploite par arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 une

carrière de craie (extraction annuelle de 250 000 tonnes par an) et des installations classées des rubriques n° 2515 relevant du régime de l'enregistrement et n° 2517 relevant du régime de la déclaration. Les installations classées sont encadrées réglementairement notamment par les actes administratifs ci-dessous :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières;
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement;
- certificat de bénéfice des droits acquis (antériorité) du 22 décembre 2017.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 9.2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Transmission des données de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 9.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 1.6.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Collecte des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Mise en	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	effluents liquides	du 07/06/2012, article 4.2.1	demeure, respect de prescription	demeure
4	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 4.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 7.4.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 1.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 août 2024. L'inspection des installations propose à Monsieur le Préfet de la Somme d'abroger cet arrêté préfectoral de mise en demeure. Un projet d'arrêté est joint dans le présent rapport.

Des non-conformités majeures ont été relevées pour les points de contrôle n° 8 et 9. Compte tenu des enjeux et impacts potentiels, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Somme de mettre en demeure l'exploitant de respecter les points de contrôle n° 8 et 9. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport de visite d'inspection.

Une non-conformité à enjeu modéré a été relevée pour le point de contrôle n° 7. L'exploitant transmettra les justificatifs et les actions correctives dans les délais mentionnés. Le cas échéant, si l'exploitant ne transmet pas les éléments, l'inspection des installations classées proposera un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pour ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2024
Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.7 puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection, le rapport de mesures des émissions sonores réalisé les 5 novembre 2024 et 7 novembre 2024 par le laboratoire MAPE Groupe.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 1.6.2

Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/09/2024

Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 1	159 602
Phase 2	172 792
Phase 3	153 558
Phase 4	137 542
Phase 5	137 542

Phase 6	137 542

Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 616,5 correspondant au mois de mai de l'année 2009.

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5.

Constats :

L'exploitant a transmis lors de la visite d'inspection, un acte de cautionnement solidaire des garanties financières d'un montant de 212 461 euros sur la période du 29 juillet 2025 au 6 juin 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Aire étanche

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2024

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées avant rejet , vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.

Constats :

Il a été constaté une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Il a été constaté l'installation d'un décanteur séprateur d'hydrocarbures relié à cette aire étanche.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux sanitaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2024
Prescription contrôlée : <p>Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales. A défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni le bon pour accord signé le 25 avril 2024 afin que la société CLEAN UP SERVICES interviennent chaque mois pour vidanger les eaux sanitaires de l'unique sanitaire mobile. Il a été constaté une étiquette mentionnant le passage mensuel de cette société depuis avril 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Kit de première intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2024
Prescription contrôlée : <p>Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. [...]</p>
Constats : <p>Un kit d'absorbant végétal ignifuge de 40 L (pouvoir absorbant en poids pour le gasoil 350% et pour l'eau 420%) est stocké sur le site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 1.2.3																					
Thème(s) : Situation administrative, Phasages																					
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe) et conformément au tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Phase</th><th>Date prévisible de début de la phase</th><th>Surfaces mises en exploitation (ha)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>2013</td><td>4,9</td></tr> <tr> <td>2</td><td>2018</td><td>5,6</td></tr> <tr> <td>3</td><td>2023</td><td>5,1</td></tr> <tr> <td>4</td><td>2028</td><td>4,2</td></tr> <tr> <td>5</td><td>2033</td><td>4,2</td></tr> <tr> <td>6</td><td>2038</td><td>4,2</td></tr> </tbody> </table> <p>L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.</p>	Phase	Date prévisible de début de la phase	Surfaces mises en exploitation (ha)	1	2013	4,9	2	2018	5,6	3	2023	5,1	4	2028	4,2	5	2033	4,2	6	2038	4,2
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surfaces mises en exploitation (ha)																			
1	2013	4,9																			
2	2018	5,6																			
3	2023	5,1																			
4	2028	4,2																			
5	2033	4,2																			
6	2038	4,2																			
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est à la phase 2.</p> <p>L'exploitant évoque que lorsqu'il débutera la phase 3, il prévoit de modifier la remise en état de l'extraction de la phase 1 compte tenu que celle ci ne lui semble pas adaptée aux activités du site (circulation, zones de stockage).</p> <p>Observation : L'exploitant devra transmettre un porter-à-connaissance concernant les remises en état liées au phasage.</p>																					
Type de suites proposées : Sans suite																					

N° 7 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Plan à l'échelle adéquate de la carrière
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m, • Les positions des fronts, • Les cotes d'altitude des points significatifs, • Les zones remises en état, • Les installations fixes de toute nature (bascules, locaux. installations de traitement,.....), • Les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, • Les bornes. <p>Ce plan mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspection des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié qu'il détient un plan à jour à l'échelle adéquate de la carrière conformément à la prescription. L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 9.2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres à l'article 2.1.5.1 et sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, nitrates et hydrocarbures totaux.</p> <p>A la demande de l'Inspection des Installations Classées, des analyses portant sur les paramètres suivants : Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb, Fe, potentiel d'oxydoréduction pourront être effectuées.</p> <p>Le niveau piézométrique doit être relevé mensuellement.</p> <p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.</p> <p>Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine</p>

par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé le suivi des eaux souterraines.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Transmission des données de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans les dits arrêtés dès lors que les dites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé de surveillance des eaux souterraines. Il n'a pas transmis les données sur la plateforme GIDAF. L'exploitant ne respecte pas la prescription.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois